

## **Note relative à la fonction de délégué régional.**

### **Délégué régional.**

Pour les compétitions relevant de sa compétence, le comité directeur de la LGEN désigne un délégué régional qui représente le Président de la ligue dans l'organisation et la sécurité générale de la manifestation. Il assurera la présidence du jury d'appel. Il constituera le jury d'appel composé de 4 autres licenciés de la FFN comme décrit ci-dessous :

- Président du jury d'appel : le délégué régional ou à défaut le membre présent le plus ancien du comité directeur régional ou à défaut le président (ou son représentant) de la structure d'accueil.
- Un représentant de la structure d'accueil (président, directeur technique, ..., autre que celui devant assurer la présidence du jury d'appel dans le cas particulier d'absence complète de disponibilité de membres du comité directeur de la LGEN)
- 3 techniciens de la discipline, dont si possible le représentant DTN (CTS ou DTR), provenant de 3 territoires différents de la région Grand-Est (Alsace, Lorraine, Champagne-Ardenne) si possible, sinon de départements différents.

En cas d'absence de délégué régional, l'organisation et la sécurité de la compétition incombent au juge-arbitre qui, de plus, devra constituer le jury d'appel selon les règles définies ci-dessus sans pouvoir en faire partie.

### **Jury d'appel.**

Le jury d'appel peut être saisi directement par écrit par un représentant de club pour toute réclamation rejetée par écrit par le juge-arbitre. Le juge-arbitre doit être saisi par écrit dans les 30 minutes qui suivent l'annonce (à l'oral ou à l'écrit) de la disqualification.

Les réclamations ne peuvent pas porter sur des faits (voir l'article GR 9.2.1.c et l'article RIFFN 43) ! Cela reviendrait à mettre en doute la parole d'un officiel (voir l'article 32.3 du RIFFN).

Les réclamations peuvent porter sur des vices de forme dans la description de la faute commise par exemple ou dans la rédaction de la fiche de disqualification, ou sur l'interprétation du règlement ou sur l'interprétation de l'officiel des gestes du nageur, ou encore en invoquant l'article GR 7.5.

Pour la forme des disqualifications, il faut se reporter à la circulaire FFN du 11 décembre 2017 rappelée en annexe ci-après.

Le jury d'appel peut demander à l'officiel, au juge-arbitre, au représentant du club ou à toute autre personne qu'il jugera utile de venir donner des informations. Le président du jury d'appel doit rédiger le procès-verbal et le faire signer par tous les membres du jury d'appel. Si un membre du jury d'appel est en conflit d'intérêt (lien de parenté, membre de la même structure, ...) avec la réclamation, il ne doit pas participer à la réunion du jury d'appel. En cas d'égalité de nombre de voix, la voix du Président compte double. Le PV, avec la fiche de disqualification, la réclamation écrite, la réponse écrite du juge-arbitre et la demande écrite de saisie du jury d'appel doivent être conservés et envoyés à la Ligue après la compétition. Il est préférable que chaque document soit horodaté.

Xavier ASSFELD – Secrétaire général de la LGEN

David WAGNER – Président de la LGEN

## **Annexe.**

### **I. Textes officiels.**

#### **Recommandation FFN :**

Un jury d'appel est constitué pour chaque compétition. Il est composé d'un nombre impair de personnes, généralement 3 ou 5. Un membre du jury (officiel) ne peut pas en faire partie.

#### **Règlement intérieur de la FFN (RIFFN)**

##### **32.3 - Respect des arbitres et officiels**

*Tout licencié respecte les juges, arbitres et officiels, sous peine de poursuites et sanctions disciplinaires.*

#### **Article 41 : Délégués.**

##### **41.1 - Délégué fédéral, délégué technique et jury d'appel**

*Pour toute réunion sportive fédérale, un délégué fédéral est désigné par le Président de la Fédération Française de Natation. En cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, le juge-arbitre ou l'arbitre assurera les fonctions du délégué, à l'exception de la présidence du jury d'appel.*

*Le délégué fédéral représente le Président dans l'organisation et la sécurité générale de la manifestation et notamment pour faire respecter les règlements fédéraux.*

*Le membre désigné de la commission technique de la discipline pour la compétition est le délégué technique. Il veille au respect des règles techniques et sportives de la compétition, en complément du délégué fédéral. Le délégué technique fait par ailleurs une synthèse générale du déroulé sportif de la compétition.*

*Le délégué technique forme en début de réunion un jury d'appel dont il assure la présidence, composé au minimum :*

- d'un technicien de la discipline,*
- d'un représentant du comité local de l'organisation,*
- d'un représentant de la Commission Fédérale Organisation,*
- d'un cadre technique d'État,*
- (...)*

*En l'absence de délégué technique, le jury d'appel est présidé par le membre présent le plus ancien du comité directeur régional, départemental ou interdépartemental dans le cadre des compétitions de son ressort*

*Dans les cas de partage des voix, la voix du délégué technique ou de son représentant est prépondérante. Il peut, notamment, en outre, disqualifier à quelque moment que ce soit tout concurrent dont l'engagement aurait été fait sous de fausses déclarations, tout licencié de la Fédération dont la tenue, la conduite ou les propos laisseraient à désirer.*

*Le délégué fédéral devra adresser dans les trois jours un rapport à la Fédération. En l'absence de ce rapport, aucun remboursement de frais ne lui sera accordé.*

##### **41.2 – Délégué régional**

*Pour toute réunion interclubs (régionale, interrégionale), la Ligue Régionale de l'association organisatrice pourra désigner un délégué officiel. Ce délégué pourra être déplacé aux frais de l'association organisatrice ou être adhérent des associations en présence.*

*Ce délégué pourra contrôler les licences et éventuellement l'identité des concurrents et officiels et interdire la participation de ceux qui ne seraient pas régulièrement qualifiés ou licenciés.*

*Il aura en outre les mêmes pouvoirs que ceux définis ci-dessus pour le délégué fédéral et/ou technique.*

*Il devra fournir à la Ligue Régionale un rapport qui devra être adressé dans les trois jours qui suivent la réunion.*

#### **Article 43 : Réclamations**

*Les réclamations sont possibles :*

- si les règles d'organisation de la compétition ne sont pas observées ;*
- pour toutes autres circonstances mettant en danger les compétitions et/ou les concurrents ;*
- contre les décisions du juge-arbitre lorsqu'il s'agit d'interprétation des règlements.*

*Cependant, aucune réclamation ne sera admise contre les décisions portant sur des faits.*

*Les réclamations doivent être soumises :*

- à l'arbitre ou au juge-arbitre ;
- par écrit ;
- dans les 30 minutes suivant la fin de l'épreuve ou du match en cause. Si les conditions susceptibles d'entraîner une réclamation sont constatées avant l'épreuve (qualification ou validité de l'engagement d'un concurrent, organisation matérielle d'une épreuve ou d'un match, etc.), la réclamation doit être déposée avant que ne soit donné le signal de départ. Elle doit être motivée et le cas échéant indiquer le nom du nageur intéressé.

*Toute réclamation contre la mesure des distances doit être déposée avant le commencement de l'épreuve. Pour ce type de réclamation, le juge-arbitre statue sans appel possible.*

*Toutes les réclamations sont examinées par le juge-arbitre. S'il rejette la réclamation, celui-ci doit motiver sa décision.*

*L'intéressé, le représentant du club, ou le capitaine de l'équipe peut faire appel, par écrit, devant le jury d'appel. La décision du jury d'appel est définitive et rendue par écrit.*

*En cas de fraude ou de tentative de fraude ou d'infraction aux Statuts et Règlements Généraux de la Fédération, le Comité Directeur Régional ou Fédéral peut engager d'office des poursuites disciplinaires à l'encontre du fraudeur ou de l'auteur de la tentative de fraude, même si aucune réclamation n'a été formulée.*

### **General Rules (FINA).**

**GR 7.5** *If an error by an official follows a fault by a competitor, the fault by the competitor may be expunged.*

*Traduction non-officielle : Si un officiel commet une faute après qu'un nageur en ait commis une, cette dernière peut être oubliée.*

**GR 9.2.1** *Protests are possible:*

- (a) if the rules and regulations for the conduct of the competition are not observed,*
- (b) if other conditions endanger the competitions and/or competitors, or*
- (c) against decisions of the referee; however, no protest shall be allowed against decisions of fact.*

*Traduction extraite du RIFFN:*

*Les réclamations sont possibles :*

- si les règles d'organisation de la compétition ne sont pas observées ;
- pour toutes autres circonstances mettant en danger les compétitions et/ou les concurrents ;
- contre les décisions du juge-arbitre lorsqu'il s'agit d'interprétation des règlements.

*Cependant, aucune réclamation ne sera admise contre les décisions portant sur des faits.*

## **II. Circulaire FFN du 11 décembre 2017 :**

### **COMMISSION FEDERALE DES JUGES ET ARBITRES COMMISSION FEDERALE NATATION COURSE**

#### **A l'attention :**

- **des présidentes et présidents des Ligues Régionales,**
- **des cadres techniques,**
- **des responsables régionaux et départementaux des officiels,**
- **des présidentes et présidents de club.**

**Le 11 décembre 2017**

-----

#### **Information sur le traitement des disqualifications en natation course**

Nous sommes régulièrement interpellés au sujet du traitement des réclamations suite à une disqualification décidée par le juge arbitre. Il apparaît que l'argument du vice de forme est de plus en plus souvent retenu par le jury d'appel pour invalider une disqualification et requalifier le nageur.

C'est pourquoi, un rappel des procédures et de quelques fondamentaux semble nécessaire.

#### **La décision de disqualification :**

- Conformément au règlement FINA, le juge qui a constaté la faute doit rapporter au juge arbitre la violation du règlement en utilisant une fiche de disqualification détaillant l'épreuve, le numéro de couloir et l'infraction (SW 2.6.9, SW 2.7.3)
- C'est le juge arbitre qui prend la décision de disqualifier (SW 2.1.7)

#### **La formalisation de la disqualification :**

- La fiche utilisée pour la formulation de la disqualification doit permettre de tracer à minima les éléments prévus au règlement (épreuve, série, numéro du couloir et infraction).
- Pour conforter le processus d'enregistrement de la disqualification il est d'usage que le juge ayant proposé la disqualification et du juge arbitre en charge de la course s'identifient (nom et signature). De même l'heure de la décision doit être indiquée.
- Il n'y a pas de modèle imposé.
- La formalisation de la faute doit être claire et précise:
  - Nature de la faute (les formules « nage incorrecte » ou « virage incorrect » ne sont pas suffisantes
  - A quel moment (départ, quel virage, à quelle distance, ...)
- Afin de faciliter la formalisation de la faute, une carte de « référence des infractions » peut être utilisée. Mais la formule proposée n'est pas imposée. L'important est que la rédaction du juge, éventuellement complétée par le juge arbitre, explique clairement la violation du règlement.
- Il n'est pas obligatoire d'indiquer la référence à l'article du règlement FINA.
- La décision de disqualification doit être prise avant le départ de la course suivante.

### **L'annonce de la disqualification :**

- Conformément à ce qui est indiqué dans l'annuel règlement (page 69), « Lorsqu'une disqualification est prononcée, il est recommandé de l'annoncer au micro, immédiatement après la course et avant la course suivante pour en informer le nageur et son encadrement.
- Cette annonce vise d'une part à informer sans délai le nageur (et/ou son entraîneur) afin de lui permettre, s'il le souhaite de demander des explications au juge arbitre et, le cas échéant, faire appel au jury d'appel dans le respect des délais (en principe 30' après la course), d'autre part à informer le public et les autres participants pour le suivi et la compréhension des résultats.
- Lorsqu'il n'y pas de sonorisation ou qu'il n'a pas été possible d'annoncer immédiatement la disqualification, cela ne doit pas constituer un motif de vice de forme. Dans ce cas le délai de réclamation court à partir de la communication du résultat de l'épreuve.

### **Demande d'explication, réclamation et saisine du jury d'appel :**

- Conformément au règlement intérieur de la Fédération Française de Natation, toutes les compétitions se déroulent suivant les règlements sportifs de la FINA sauf dispositions particulières prévues par la FFN (exemple l'autorisation d'un faux départ lors des épreuves interclubs).
- Ce règlement FINA, complété des commentaires d'application et des dispositions particulières à la FFN, est repris dans un document disponible en téléchargement sur le site Internet de la FFN (annuel règlement pages 66 à 69).
- À la suite d'une disqualification, le nageur ou le responsable de l'équipe/entraîneur peut demander des explications au seul juge-arbitre en charge de la course. Si les explications verbales ne satisfont pas le responsable de l'équipe, il a la possibilité de déposer une réclamation par écrit auprès du juge arbitre en charge de la course dans les 30 minutes suivant la course (ou la publication de la disqualification). Le juge-arbitre répondra par écrit et, le cas échéant, justifiera les raisons du rejet de la réclamation. Toutes les réclamations doivent être instruites par le juge-arbitre.
- En dernier recours, lorsque la réclamation a été rejetée par le(a) juge-arbitre, le responsable de l'équipe/entraîneur peut saisir par écrit le jury d'appel qui alors aura la décision finale.
- Le jury d'appel instruit l'affaire, il peut procéder à des auditions et doit rendre sa réponse motivée par écrit.
- La décision du jury d'appel est définitive.

Denis CADON – Président de la commission des Juges et Arbitres

Jean Claude DUNAND-MARTIN – Président de la commission Natation Course